

Nouvelles du réseau



LA LETTRE D'INFORMATION DU RÉSEAU EUROPÉEN DES ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

N°109 | NOV.-DEC. | 2004

Editorial

La stratégie «inclusion sociale» : ça passe ou ça casse!

La stratégie pour l'inclusion sociale a désormais quatre ans. Elle a été lancée dans le cadre de l'Agenda de Lisbonne visant à moderniser le modèle économique et social de l'UE, en utilisant la Méthode ouverte de coordination. Objectif: «donner un élan décisif à l'élimination de la pauvreté d'ici 2010».

Il y a eu deux cycles de Plans d'action nationaux dans les «anciens» Etats membres et un dans les «nouveaux». Grâce à eux, des politiques nationales de lutte contre la pauvreté ont été développées; un apprentissage mutuel et un échange d'informations se sont opérés. Ils ont en outre renforcé les relations de travail entre les ONG de lutte contre la pauvreté et les experts au sein des gouvernements et des institutions européennes. Toutefois, il est clair que la stratégie n'atteindra pas ces cibles avec les politiques qui sont à l'œuvre aujourd'hui. Dans la plupart des pays, les plans n'ont pas entraîné de nouveaux instruments ou ressources, et de nombreuses politiques économiques et sociales ont en fait contribué à créer davantage de pauvreté et d'exclusion sociale. EAPN a fait des propositions pour renforcer la stratégie, notamment en ce qui concerne une base légale plus solide, plus de transparence et un meilleur financement. Mais, fondamentalement, cela nécessite un engagement politique.

Les prochains mois seront décisifs à cet égard, avec la révision de la stratégie pour l'inclusion, de l'Agenda pour la politique sociale et de l'Agenda de Lisbonne, et avec les perspectives en matière de Fonds structurels. Les premiers signaux sont inquiétants, comme par exemple celui envoyé par le Groupe de haut niveau sur Lisbonne, consistant à ignorer l'inclusion sociale. Nous tous, qui luttons contre la pauvreté - les ONG, les partenaires sociaux et les gouvernements à tous les niveaux -, nous devons faire en sorte que l'inclusion sociale soit placée au cœur de ces débats.

Robin Hanan

Coordinateur du Groupe de suivi d'EAPN sur l'inclusion sociale

L'AVENIR DE LA STRATEGIE «INCLUSION»

SOMMAIRE

Inclusion sociale

- Une stratégie en manque de souffle... 2
- Entretien avec Maria Creighton, Irlande 3
- Le futur Programme communautaire PROGRESS..... 4
- Les nouveaux Etats membres ont leur plan! 5

Nouvelles de Malte

- Le Plan maltais d'action sur l'inclusion 6
- EAPN Malte est né! 7

A visiter!

- Le nouveau site web d'EAPN: suivez le guide... 8

Une stratégie en manque de souffle...

Si elle est loin d'être moribonde, la stratégie européenne pour l'inclusion sociale manque cruellement d'énergie politique. Un nouvel élan est possible, mais il est temps d'agir!

La troisième Table ronde sur la pauvreté et l'exclusion sociale, qui s'est tenue à Rotterdam les 18 et 19 octobre derniers, fut l'occasion de faire se rencontrer les divers acteurs de l'inclusion sociale, mais elle n'a pas permis de générer la nécessaire confiance dans la stratégie européenne pour l'inclusion.

Les discours furent éclairants, mais ont réservé peu de surprises. Une exception notable: l'intervention d'un représentant de l'OCDE qui, en prônant un soutien matériel aux communautés migrantes en tant que telles plutôt que d'accorder une aide financière aux individus composant celles-ci, remettait implicitement en cause l'accès de tous aux droits fondamentaux. Encore un peu et on jetait la Déclaration universelle des Droits de l'Homme aux orties!

Délocaliser la stratégie?

De plus, certains ont posé la question de l'utilité même des Plans d'action nationaux. Suite à la présentation des recommandations des ateliers (voir ci-contre), le président de séance a conclu qu'il serait peut-être plus judicieux de laisser le niveau local gérer à sa guise l'enveloppe financière en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et ce, a-t-il ajouté, «*au lieu d'un exercice formel qui consiste à produire des rapports aux niveaux national et européen*».

Si EAPN reconnaît que c'est au niveau local que l'on peut lutter le plus efficacement contre la pauvreté, confier la gestion de cette lutte aux seules autorités locales sans l'encadrer dans une stratégie plus large peut conduire à des aberrations. Décentraliser la protection sociale et l'aide aux plus démunis pourrait déboucher sur des différences de traitement d'une région à l'autre, d'une ville à l'autre, d'un quartier à l'autre... Au contraire, la stratégie européenne fixe des balises communes en liant les divers niveaux (local, national et européen), afin de permettre à tous - où qu'ils se trouvent - d'accéder aux droits fondamentaux. L'importance de l'approche stratégique a

également été défendue par les représentants de la Commission européenne.

Comment la rendre visible?

L'une des questions récurrentes au cours de la Table ronde fut celle de la visibilité de la stratégie, au niveau des acteurs mais aussi auprès du grand public. Comment faire adhérer la population à la «méthode ouverte» si l'on en explique pas les tenants et les aboutissants? L'une des premières mesures pourrait être de présenter en termes clairs ce que peut signifier cette «ouverture».

Jérôme Vignon, directeur à la DG Emploi et Affaires sociales de la Commission européenne, l'a bien compris. En clôture de la Table ronde, il a appelé à une coalition des volontés et des consciences: «*La méthode ouverte de coordination ne se suffit pas à elle-même. Elle est 'ouverte' parce qu'elle doit permettre une large interpellation publique. L'échange*

des bonnes pratiques n'est pas neutre: il illustre des convictions et des orientations politiques. C'est pourquoi l'apport des chercheurs, de la société civile et des autres acteurs est si important: ils ne dissolvent pas les différences, mais ils en montrent les véritables enjeux».

Une Année européenne

Quant à Ludo Horemans, vice-président d'EAPN, il a conclu son allocution en ces termes. «*Proclamons une Année européenne pour l'éradication de la pauvreté!*».

Certains disent déjà que l'objectif de «donner un élan décisif à l'élimination de la pauvreté» d'ici 2010 ne sera pas atteint. Pourtant, cet engagement a été pris par les Chefs d'Etat et de Gouvernement eux-mêmes, lors du Conseil de Lisbonne en mars 2000. Depuis plus de quatre ans, EAPN les a pris au mot. Il est dès lors urgent de donner un nouvel « élan décisif »... au processus lui-même! Proclamer une Année européenne contre la pauvreté serait un bon moyen de traduire l'engagement de Lisbonne en un calendrier précis d'objectifs et de mesures chiffrés. Une campagne dans ce sens devrait être lancée aux échelons national et européen. Appel est donc lancé à nos gouvernants et à la Commission européenne.

Vincent Forest

Recommandations

Au terme de la **Table Ronde de Rotterdam**, une série de recommandations sur les thèmes abordés lors des ateliers a été présentée:

- **Emploi:** une approche « sur mesure » dans le cadre des politiques axées sur les opportunités professionnelles;
- **Protection sociale:** combiner incitatifs financiers et obligations plus strictes pour les bénéficiaires comme pour les organismes locaux, en vue de garantir la réinsertion;
- **Sans-abri:** chaque Etat membre doit se doter d'une stratégie globale pour aider les sans-abri dans le cadre des Plans d'action nationaux (PAN);
- **Jeunesse:** un partenariat solide à tous les niveaux entre tous les acteurs, y compris les jeunes;
- **Enfants:** mettre en œuvre des mesures visant la réalisation des droits des enfants et en faire une priorité stratégique;
- **Immigrants:** intégrer le débat de manière transversale, en associant tous les acteurs concernés, dans le but de susciter un sentiment de confiance envers la société sur la base d'une politique migratoire fondée sur le respect des droits humains et d'éduquer toute la population à assumer ses responsabilités;
- **Méthode ouverte de coordination:** accroître la visibilité de la stratégie et sensibiliser le public;
- **Dimension rurale:** viser un développement équilibré en milieu rural et une intégration des approches politiques;
- **Identification des principaux risques:** élargir la définition de l'exclusion sociale au-delà de la pauvreté et prendre en considération l'interaction existant entre tous les facteurs de risque.

Donner un élan
décisif... au
processus lui-même

Maria Creighton, Irlande: «C'est très motivant de faire entendre sa voix»

Maria Creighton est une militante. Parent isolé vivant avec un faible revenu, elle a décidé de lutter pour faire entendre la voix des personnes en situation de pauvreté.

Rencontre.

EAPN: Vous êtes intervenue lors de la Table ronde de Rotterdam au nom des personnes vivant en situation de pauvreté. Pourquoi votre présence était-elle importante?

On m'avait demandé de prendre la parole comme déléguée ayant participé à la troisième rencontre des personnes en situation de pauvreté. Il était important de parler de cette réunion organisée à Bruxelles, en mai 2004.

Je dois avouer que je ne savais pas à quoi m'attendre à mon arrivée à Bruxelles. J'étais un peu sceptique. Pour de nombreux délégués, c'était une nouvelle expérience assez inquiétante: certains n'avaient jamais quitté leur pays, ni pris la parole devant un si vaste public. Ce fut un soulagement d'entendre, dès le départ, que cet aspect était reconnu. Tout le monde s'est senti plus détendu et rassuré. Pour des gens vivant constamment dans le stress, l'inquiétude et la pression, se sentir ainsi entourés était réconfortant. Mon scepticisme a disparu pour laisser la place à la fierté d'appartenir à la communauté européenne.

Cette rencontre nous a offert une opportunité magnifique de parler de nos difficultés, d'écouter d'autres pratiques et de voir si, en tant que groupe, nous pouvions trouver des solutions. C'est très motivant de faire entendre sa voix, surtout auprès de politiciens. Il nous est apparu clairement que si chaque gouvernement de l'UE plaçait les gens sur un pied d'égalité, tous nos problèmes disparaîtraient.

Quel est votre parcours personnel?

J'ai un diplôme de secrétaire et j'ai terminé des études par correspondance dispensées par la Fondation internationale pour l'éducation des adultes. En 1998, j'ai pu participer à une formation sur la gestion des organisations sans but lucratif.

Je viens d'un village rural de l'ouest de l'Irlande. En tant que parent isolé, je comprends les besoins des personnes en situation de pauvreté car j'en fais moi-

même l'expérience tous les jours depuis 11 ans. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés sont les mêmes; seul le degré de pauvreté change. Mon fils est âgé de 11 ans et je ne peux pas travailler. Je reçois une allocation mensuelle pour parent isolé d'environ 150 euros; somme avec laquelle je dois payer le loyer, la nourriture, les vêtements, etc.

Comment vous débrouillez-vous?

Je fais partie de ceux qui ont de la chance. Dans un premier temps, j'ai reçu de l'aide de ma famille, puis j'ai découvert que d'autres personnes vivaient la même situation. Nous avons constitué un groupe d'entraide. L'accès à l'information reste le premier pas, le plus difficile, pour toute personne en situation de pauvreté. Mais avec l'information vient le pouvoir... une faible lueur brille au bout du tunnel et vous commencez à réaliser que vous pouvez agir.

J'ai ensuite découvert OPEN, qui signifie « One Parent and Exchange Network ». Ce réseau a été créé en 1994 par des groupes d'entraide comme le nôtre. L'idée du réseau est de partager information, formation et soutien, avec l'ambition de devenir, à l'échelon national, une voix pour les parents isolés. J'ai fini par rejoindre le comité exécutif d'OPEN en 1999, avant d'en devenir la présidente. OPEN est membre d'EAPN Irlande.

Quels sont vos espoirs?

J'aimerais trouver un logement permanent et un emploi à temps plein. Je suis frustrée car j'ai des compétences. Je pourrais aller m'installer à Dublin, mais j'aime vivre à la campagne où subsiste un esprit communautaire et social. Quant à mon organisation, j'espère que nous réussirons à obtenir des mesures de lutte contre les discriminations dont sont victimes les parents isolés.

Mais les choses se sont déjà améliorées. Si on m'avait dit, il y a quelques années, que j'allais pouvoir participer à des rencontres européennes, je ne l'aurais pas cru. Et c'est grâce à des organisations comme OPEN et EAPN qui ont cru en moi et m'ont donné plus d'autonomie. Ce sont des organisations qui fondent leur travail sur l'écoute des besoins des personnes vivant en situation de pauvreté.

Entretien: V.F.

Site web d'OPEN: www.oneparent.ie

LA POLITIQUE RURALE EN FINLANDE

La Finlande compte quelque 5,2 millions d'habitants, dont seulement un cinquième vit en milieu rural. Les zones rurales se définissent officiellement comme des zones peu habitées ou des villages avec moins de 500 habitants.

Lors d'un atelier organisé à l'occasion de la Table ronde de Rotterdam sur la pauvreté et l'exclusion sociale, Pirjo Siiskonen, de l'Université d'Helsinki, a expliqué que la tendance politique actuelle en Finlande est à la promotion d'une politique rurale plutôt que d'une politique agricole, notamment en mettant l'accent sur l'esprit d'entreprise rural. En guise d'exemple de bonne pratique, elle a mentionné l'Association Action Village de Finlande, initiée dans les années 70. Composée de communautés rurales où travaille un grand nombre de sans-emploi et de personnes retraitées, cette association a pour but de promouvoir l'organisation d'événements sociaux et culturels, de réparer des maisons villageoises et de préserver les services dans les villages, comme les soins de santé, la poste, l'entretien des routes et la promotion du retour à la campagne, etc.

Association Action Village de Finlande:
<http://www.maaseutuplus.net/>
Université de Helsinki – Institut de recherche rurale et de formation:
http://www.sjoki.uta.fi/hymakes/english/eng_index.htm

Le programme PROGRESS: un réel progrès?

PROGRESS en bref

Période de programmation:
2007-2013

Montant proposé: 628,8 millions d'euros répartis comme suit (pourcentages minimums): emploi (21%), inclusion sociale et protection sociale (28%), conditions de travail (8%), discrimination (23%), égalité entre les femmes et les hommes (8%), mise en œuvre (2%). A noter: le cadre financier final dépendra des négociations (difficiles) sur les futures perspectives financières.

Un seul **comité de programme** à compétence mixte (consultative et de gestion)

Objectifs de la section «Inclusion sociale et protection sociale»:

- Améliorer la compréhension de la pauvreté, de l'inclusion et de la protection sociale
- Suivre et évaluer la méthode ouverte de coordination dans ces domaines
- Organiser des échanges en vue de promouvoir l'apprentissage mutuel
- Susciter des débats, diffuser de l'information et sensibiliser
- Soutenir les principaux réseaux européens (dont EAPN)

Procédure: co-décision Conseil/Parlement européen, attendue pour le deuxième semestre 2005, sous la présidence britannique. La position du Parlement européen devrait intervenir avant juin 2005. Le rapporteur pour le PE est Karin Jöns (PES).

Le projet de nouveau Programme communautaire «PROGRESS» vise à rationaliser les instruments financiers actuels dans les domaines sociaux et de l'emploi.

Dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, la Commission gère une série d'instruments financiers, y compris en vue de soutenir la Méthode ouverte de coordination (MOC) dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Afin de simplifier et de rationaliser ces divers instruments, la Commission a pris l'initiative, en juillet dernier, de présenter «PROGRESS», un programme unique qui - de 2007 à 2013 - viendra soutenir des actions dans les domaines de l'emploi, de l'exclusion sociale et de la protection sociale, des conditions de travail, de la discrimination, et de l'égalité entre les femmes et les hommes. A chacun de ces domaines correspond une section du Programme. PROGRESS vise donc à remplacer les programmes existants, en décloisonnant les approches.

Objectifs du Programme

Lors d'un atelier de la Table ronde de Rotterdam sur la pauvreté et l'exclusion sociale, Luca Pirozzi, de la Commission européenne, a présenté le futur programme: «*En passant de 28 lignes budgétaires à deux, en créant un cadre unique de programmation, la Commission entend simplifier les procédures et éviter les chevauchements et ce, au bénéfice de l'utilisateur final*». L'analyse, l'apprentissage mutuel, la sensibilisation et l'aide aux différents acteurs, font partie intégrante de la proposition. Celle-ci fait également référence à une agence des droits fondamentaux.

Mais qu'est-ce qui va changer par rapport à l'actuel Programme sur l'exclusion sociale. Selon Luca Pirozzi, «*le lien établi avec la protection sociale permettra de rationaliser ces deux approches. De plus, une série d'actions telles que l'évaluation, la formation ou l'analyse d'impact, est explicitement citée, et on renforce la dimension liée à l'information et à la sensibilisation*».

Un risque de dilution?

Selon EAPN, la tendance de rationalisation et de simplification est une approche positive car elle intègre mieux les préoccupations clés dans le processus

politique général de l'UE. EAPN se félicite également de l'introduction de la référence à la «**solidarité sociale**»; un message clair que les institutions européennes doivent replacer au coeur de leur agenda politique.

Toutefois, un programme qui couvre un éventail de domaines à ce point large et varié ne peut garantir que tous les principaux objectifs bénéficieront du même **degré d'attention** dans chacune des sections. Ce qui est présenté comme une solution au doublon pourrait en réalité représenter une menace par rapport à certaines priorités.

Le choix d'abandonner des programmes clairement ciblés en faveur d'un programme plus large et probablement moins gérable, ne manque pas de préoccuper EAPN. Par exemple, alors que la nouvelle

approche rationalisée de la coordination politique dans les domaines de la protection sociale et de l'inclusion sociale, qui regroupe ces deux éléments, maintient une dimension «inclusion sociale» très claire, il est regrettable qu'au niveau de la programmation, ces domaines soient fusionnés. Pour EAPN, une stratégie pour l'inclusion sociale doit être maintenue.

Cela nécessite le maintien de tous les éléments existants et de toutes les méthodes de travail prévues dans le cadre de la MOC appliquée à l'inclusion sociale: objectifs communs, indicateurs, Plans d'action nationaux, révision par les pairs et Programme d'action européen. Cette fusion n'est possible que si le Programme continue à soutenir les activités d'inclusion sociale avec la même détermination qu'actuellement, notamment à la lumière des besoins induits par les élargissements actuels et futurs.

Où sont les échanges transnationaux?

Le Réseau est également préoccupé par le fait que le soutien aux **échanges transnationaux** ne soit pas explicitement mentionné. Cette décision, couplée à l'absence de référence aux ONG nationales comme acteurs clés du programme, pose question quant à la capacité réelle du Programme à soutenir de manière appropriée la mise en œuvre de la stratégie «inclusion sociale». Le budget ventilé dans la section consacrée à l'exclusion et à la protection sociale ne contient aucune entrée pour ce type d'activité. En réponse à cette inquiétude, la Commission euro-

Pour EAPN, une stratégie pour l'inclusion sociale doit être maintenue

péenne, par la voix de Luca Pirozzi, a indiqué que le libellé actuel résultait d'un compromis et que «cet aspect se retrouve dans l'échange des bonnes pratiques et dans le soutien aux acteurs clés, ce qui inclut également les acteurs au niveau national».

EAPN regrette par ailleurs que la proposition ait été publiée **sans consultation préalable** des principales parties prenantes. On aurait pu, pour le moins, envisager la participation des acteurs clés non institutionnels qui ont été associés au Programme sur l'exclusion sociale en cours. «PROGRESS n'est qu'une proposition!», ont souligné de concert la Commission

européenne et la future Présidence luxembourgeoise lors de la Table ronde, en ajoutant que la consultation commençait et que rien n'était encore décidé.

Quant au cadre financier, s'il représente une (faible) augmentation par rapport aux budgets affectés aux divers programmes en cours, il ne prend pas suffisamment en compte l'arrivée de dix nouveaux pays au sein de la famille européenne; des pays dans lesquels les phénomènes de pauvreté et d'exclusion sociale sont encore plus criants que dans l'UE à Quinze.

V.F.

Les nouveaux Etats membres ont leur plan!

Les dix nouveaux Etats membres ont soumis leur Plan d'action national sur l'inclusion (PAN Inclusion 2004-2006) en juillet dernier. La Commission doit publier son analyse de ces plans en décembre. Lors de la Table ronde de Rotterdam des 18-19 octobre 2004, Armindo Silva, de la Commission européenne, en a tracé les premiers contours:

- Malgré leur fort engagement à l'égard de la stratégie, certains pays ont éprouvé des difficultés à passer d'un memorandum assez descriptif (JIM) à un plan dont la portée se doit d'être plus politique.
- Le contexte économique est favorable (avec une croissance du PIB d'environ 4% en 2004-2005). Cependant, ces pays font face à d'importants déficits, à des taux d'emploi en baisse et à un chômage croissant, touchant en particulier les jeunes.
- Le taux de pauvreté relative est de 14% (15% pour l'UE-25). En l'absence de transferts sociaux, ce taux passerait à 29%. Principales victimes de l'augmentation des inégalités de revenus: les enfants, les jeunes, les chômeurs, les familles nombreuses et monoparentales.
- Les dépenses de protection sociale sont moindres que dans les «anciens» Etats membres.
- Une approche planifiée et cohérente est présente dans les plans estonien, chypriote, slovène, hongrois et polonais. Il conviendrait toutefois de clarifier davantage certaines priorités.
- Six pays se sont fixés des objectifs ciblés, ce qui représente un taux plus élevé que pour les «anciens» Etats membres.

Ne pas s'en tenir aux vœux pieux

Izabella Marton, d'EAPN Hongrie, a ensuite pris la parole pour présenter l'analyse du Réseau: «Le défi est de ne pas s'en tenir aux vœux pieux, mais bien d'œuvrer au bénéfice des personnes en situation de pauvreté». Elle a souligné que, pour atteindre cet objectif, il convenait de faire participer les ONG au processus, ce qui ne fut guère le cas. «En Hongrie, les acteurs associatifs n'ont eu que dix jours pour répondre!», a-t-elle regretté.

EAPN a salué les premiers PAN des nouveaux Etats membres, tout en soulignant leurs nombreuses faiblesses:

- Sans objectifs clairs, la plupart des PAN consiste en une liste de mesures existantes.
- Les objectifs tournés vers l'emploi sont surreprésentés, alors qu'il existe par ailleurs des omissions majeures, notamment concernant la discrimination.
- Des données sont très anciennes; celles relatives à Chypre datent de 1997!
- Souvent, les ressources ne sont pas identifiées, ni la responsabilité de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des PAN.

En conclusion, Izabella Marton a déclaré: «Nous ne sous-estimons pas les efforts déployés par les nouveaux Etats membres. Les PAN sont, jusqu'à présent, les meilleurs instruments de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, mais le processus demande d'agir sans relâche grâce une volonté politique accrue et résolue. Pour l'heure, nous l'attendons toujours».

V.F.

PUBLICATIONS RÉCENTES D'EAPN

Instaurer la confiance dans la stratégie de l'UE sur l'inclusion

- Prises de position d'EAPN présentées à la troisième Table ronde sur la pauvreté et l'exclusion sociale, Rotterdam, 18-19 octobre 2004:
- Renforcer la Stratégie de l'UE sur l'inclusion sociale
- Rationalisation: renforcer l'Europe sociale tout en conservant une Stratégie d'inclusion visible
- Evaluation par les réseaux nationaux de la mise en œuvre des PAN Inclusion 2003-2005 (dans les 15 «anciens» Etats membres de l'UE)
- La stratégie d'inclusion sociale dans une Union élargie: Quelle Europe voulons-nous?
- Réponse au Rapport Conjoint sur l'inclusion sociale adopté par le Conseil européen, mars 2004

Prise de position sur la proposition instaurant un Programme Communautaire pour l'Emploi et la Solidarité sociale - PROGRESS

Réponse au rapport du Groupe de haut niveau présidé par Wim Kok: «Relever le défi: la Stratégie de Lisbonne pour la Croissance et l'Emploi»

Déclaration finale de l'Assemblée générale d'EAPN 2004: «L'UE que nous voulons - Renforcer le Modèle social européen»

Toutes ces publications sont disponibles sur le site web d'EAPN www.eapn.org (version française: Portrait et activités d'EAPN / Publications).

Le Plan d'action maltais sur l'inclusion

A l'instar des autres nouveaux Etats membres, Malte a soumis son Plan d'action national sur l'inclusion sociale 2004-2006 en juillet dernier. Qu'en pense EAPN Malte?

Les principaux défis présentés dans le Plan maltais sont l'analphabétisme, l'emploi et l'intégration des personnes handicapées dans la société, conformément à la Loi sur l'égalité des chances (Cap. 413, législation maltaise) et à la politique de l'UE. Cependant, l'omission, dans la liste des groupes vulnérables, des réfugiés et des migrants sans papier, malgré leur présence croissante et l'évidence de leur exclusion, ne manque pas de frapper les esprits.

Pas de cibles concrètes

EAPN Malte estime que le lien entre la stratégie, les objectifs et les cibles doit être approfondi. Celui-ci étant souvent trop faible ou inexistant, il sera très difficile, voire impossible, d'évaluer la mise en œuvre du plan.

Dans les mesures politiques, nous sommes frappés par le peu de cibles concrètes assorties aux priorités clés. Le Plan fait quasiment l'impasse sur certains groupes qu'il identifie pourtant comme menacés par la pauvreté, comme les enfants. Qui plus est, il ne dit rien des solutions à apporter aux problèmes de logement et aux autres problèmes sociaux auxquels est confrontée la zone du port intérieur, alors qu'il reconnaît que celle-ci a un besoin urgent d'être réhabilitée.

Il peut s'avérer contreproductif de donner des données brutes sur la gravité d'un problème sans apporter la moindre mesure concrète, car cela risque de susciter désespoir et découragement. Les mesures et les programmes devraient s'accompagner d'échéances, de cibles et d'un processus d'évaluation et de suivi continu. Par exemple, il convient d'accroître les aménagements nécessaires à la participation des personnes handicapées (qui sont loin de constituer un groupe homogène, vu le grand nombre de handicaps possibles).

Qui est responsable?

En outre, le flou règne quant aux responsabilités liées à la mise en œuvre du Plan, à l'exception de certai-

nes agences et de certains départements déjà actifs. Ce problème est d'autant plus grave dans un pays où la difficulté de coordonner les efforts semble endémique et à la source d'une grande perte d'énergie. Le plan ressemble davantage à une liste de ce qui se fait déjà ou de ce qui est envisagé.

Les exemples de bonne pratique présentés dans le Plan sont assez concrets et réalistes. C'est encourageant, mais il est important d'y intégrer les personnes handicapées. Par exemple, les programmes d'alphabetisation devraient également être ouverts aux enfants handicapés et à ceux qui ont besoin d'une aide supplémentaire sous la forme d'animateurs ou d'équipement.

Evaluation du processus

Le processus d'élaboration du Plan a permis une consultation plus large que d'habitude. La principale faiblesse fut le peu de temps accordé au processus et sa portée limitée. Les questionnaires utilisés se contentaient souvent de donner une liste de ce qui se faisait déjà ou de ce qui était envisagé.

D'après EAPN Malte, un tel processus doit être plus long afin de permettre une discussion réelle. Il devrait également impliquer davantage d'ONG et ce, à un stade plus précoce. La participation des personnes vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale s'est également avérée très limitée; chose à améliorer à l'avenir. Pour ce qui est de sa visibilité, le Plan a reçu une bonne couverture dans les médias. Cependant, vu qu'il s'agissait d'un «nouveau» sujet, il convient de répéter sans cesse qu'il existe parmi nous des groupes de personnes exclues. Nous devons faire de notre mieux pour que la pauvreté soit visible et pour créer une mentalité axée sur les droits.

Godfrey Kenely
EAPN Malte

PAN Inclusion disponibles à l'adresse:

http://europa.eu.int/comm/employment_social/news/2001/jun/napsind2001_fr.html

Quelques statistiques...

- Population totale : 400.000
- Taux de personnes menacées par la pauvreté (2001): 15% (Hommes: 15 – Femmes: 15)
- En l'absence de transferts sociaux (y compris les pensions), le taux de risque de pauvreté serait de 30%
- Enfants (0-15) dans des ménages pauvres (2000): 21% (UE15: 19%)
- Personnes âgées (65+) vivant en situation de pauvreté (2000): 20% (UE15: 17%)
- Taux de risque de pauvreté parmi les travailleurs (2000): 6% (UE15: 6%)
- Taux de risque de pauvreté parmi les personnes au chômage (2000): 50% (UE15: 38%)
- Taux de risque de pauvreté dans les familles monoparentales avec au moins un enfant à charge (2000): 55% (UE15: 40%)
- Taux de chômage (2003): 8,2% (UE15: 8,1%)
- Taux d'emploi (2003): 53,7% (Hommes: 74,2 – Femmes: 34,5) (UE15: 64.4%)
- Pourcentage de jeunes en rupture scolaire dans le secondaire inférieur (juin 2003): 48,2% (UE15: 18%)

EAPN Malte: un nouveau réseau est né!

Lors de son Assemblée Générale, organisée à Groningen en novembre 2004, EAPN a accueilli de nouveaux réseaux nationaux, dont celui de l'un des plus petits pays de l'UE: Malte.

Le 26 novembre 2004, plusieurs ONG maltaises actives dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale se sont réunies pour créer officiellement EAPN Malte, en tant que porte-parole des 60.000 personnes qui, aujourd'hui, vivent à Malte en situation ou sous la menace de l'exclusion sociale (15% de la population).

Dans le but de rassembler tous ceux qui ont la capacité et la volonté d'éradiquer la pauvreté et l'exclusion sociale, EAPN Malte publiera des bulletins électroniques, organisera des séminaires, des réunions, des groupes de discussion et des conférences; fera connaître des recherches, diffusera des informations sur la pauvreté et l'exclusion sociale, et distribuera les bulletins, publications et communiqués de presse d'EAPN.

Composition et structure

EAPN Malte compte actuellement 11 membres et est ouvert aux ONG actives dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Les organisations membres d'EAPN Malte sont: les Services Jésuites pour Réfugiés, Caritas Malte, le Conseil maltais des personnes handicapées, l'Institut «Paolo Freire», le Centre pour la Foi et la Justice, le Conseil national des Femmes, Dar Merhba Bik, Dar L-Emigrant, la Fondation Richmond, SOS Malte et DISCERN.

Pour organiser son travail, EAPN Malte a créé un Comité de coordination composé de salariés et de bénévoles venant des organisations membres. Il a pour responsabilités de préparer et d'organiser les réunions, d'assurer la communication, de mener les campagnes de promotion, d'organiser les séminaires, les conférences, les groupes de discussion et la diffusion de l'information, ainsi que la promotion des événements d'EAPN Malte. Il sera également chargé de faire le lien avec les organisations membres, ainsi qu'avec les ministères, les départements et les agences du gouvernement, au nom du réseau.

EAPN Malte s'est également doté d'un Groupe consultatif afin de le conseiller sur ses plans, ses politiques, ses prises de position, ses recherches et le recours aux fonds de l'UE. Ce groupe, composé de divers professionnels, universitaires, etc., conseillera aussi le réseau sur la politique sociale, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'analphabétisme, les questions juridiques, l'économie, les besoins des personnes âgées, les personnes handicapées, les jeunes et les enfants, le financement de l'UE, les recherches et l'éthique sociale.

Principales activités

Le Comité de coordination d'EAPN Malte a lancé une série d'activités afin de mettre en réseau les ONG du pays pour renforcer leur participation à la politique sociale et aux programmes sociaux. L'un des moyens utilisés sera un site web www.eapnmalta.org. Celui-ci donnera des informations sur le réseau et permettra un échange de bonnes pratiques. Un bulletin électronique sera destiné aux salariés et aux bénévoles des ONG de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Autres mécanismes prévus: des séminaires thématiques et des commissions de groupes cibles pour discuter des facteurs communs menant à l'exclusion sociale, tels que l'illettrisme, la violence domestique, les handicaps ou encore le thème des demandeurs d'asile.

Dans le but de renforcer la participation active des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, des «groupes de discussion» seront organisés. EAPN Malte a déjà mis en place de tels groupes sur la violence domestique, les réfugiés, le chômage et les handicaps, dans le cadre de sa contribution à la préparation du Plan d'action national 2004-2006.

Les informations obtenues grâce aux activités décrites ci-dessus servira à alimenter les débats sur le prochain Plan d'action national prévu en octobre 2006. En outre, pour promouvoir la notion de responsabilité sociale des entreprises, EAPN Malte participera à diverses réunions et séminaires. Des premiers contacts ont déjà été noués dans ce sens avec la Chambre maltaise du commerce et de l'entreprise.

G.K. – EAPN Malte

Email: info@eapnmalta.org - Website: www.eapnmalta.org

UN CENTRE DE RESSOURCES POUR ONG

Grâce à l'aide généreuse de SOS Malte, le Centre de ressources maltais pour les ONG de la société civile ouvrira bientôt ses portes. Son principal objectif est de renforcer les capacités des ONG et des groupes oeuvrant pour le changement social, le développement et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, afin de les aider à gagner en efficacité et à être mieux équipés pour travailler dans le cadre de l'Union européenne, et principalement dans le contexte de la Stratégie « Inclusion sociale » et des Plans d'action nationaux, par le biais de l'échange de bonnes pratiques, de formation et de consultation.

Parmi les nombreux services que dispensera ce Centre de ressources, citons le soutien administratif à EAPN Malte. Les autres services, comme le renforcement des capacités, seront développés à partir de janvier 2005.

Visitez www.mrc.org.mt, un site qui sera régulièrement mis à jour.

A visiter!

Le nouveau site web d'EAPN: suivez le guide!

Tous les acteurs de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion

en Europe peuvent être rassurés: ils trouveront désormais

leur site de référence à l'adresse www.eapn.org

Ce nouveau site web se veut avant tout un outil d'information plutôt qu'un site uniquement dévolu à EAPN. Cette particularité en fait son originalité. De plus, ce site, c'est aussi le vôtre car, si vous nous adressez des informations utiles sur vos activités et publications, elles pourront être répercutées.

Afin de vous présenter toutes les fonctionnalités du site, nous vous convions à une petite visite guidée. Un conseil: tout en lisant ce qui suit, connectez-vous... Bon voyage!

La page d'accueil présente un menu (en gris) comprenant les quatre sections décrites plus loin. Nous y reviendrons. Concentrons-nous plutôt sur ce qui se trouve en dessous du menu, à savoir:

- Au centre: une nouvelle mise «sous la loupe», suivie par les cinq dernières nouvelles placées sur le site;
- A droite: la possibilité de s'abonner à EAPN Flash qui, tous les 15 jours par e-mail, vous informe de l'actualité européenne. En dessous, un moteur de recherche balaye tout le site par mot-clé et, enfin, un accès réservé aux membres d'EAPN leur permet de télécharger une série de documents relatifs au Comité exécutif, à l'Assemblée générale et aux sessions de formation.

Nouvelles/ publications: Cette section vous permet d'accéder à la plupart des informations contenues dans le site, classées par ordre chronologique (de la plus récente à la plus ancienne):

- Les «Nouvelles» sont reprises ici dans leur totalité, indépendamment du thème couvert.
- Idem pour les «Publications», en provenance de nombreuses sources. A terme, c'est une véritable bibliothèque en ligne qui se profile...
- Les «Appels à propositions» européens ayant trait à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (au sens large) sont présentées ici, avec des liens vers les documents utiles à la remise d'une candidature.

Qui est qui?: Afin de vous aider à mieux connaître les acteurs de la lutte contre la pauvreté et/ou à trouver des partenaires, cette section est divisée en trois sous-sections:

- Des liens utiles à divers niveaux et concernant divers acteurs. En phase de construction, ce répertoire de liens devrait devenir un must en la matière!
- Le répertoire des organisations membres d'EAPN vise à montrer la représentativité du réseau et à aider à la recherche de partenariats. Il sera bientôt totalement remis à jour avec possibilité d'ajout/modification en ligne.
- Enfin, si vous cherchez une organisation partenaire, vous pouvez le faire savoir en remplissant le formulaire idoine.

L'agenda européen. Quatre thèmes chers à EAPN sont mis en avant: la stratégie européenne sur l'inclusion sociale, l'emploi, les Fonds structurels et l'Union élargie. Pour chacun de ses thèmes, vous trouverez: une courte présentation, les nouvelles, publications, appels à propositions et liens utiles y afférent. Un bonus: des informations sur les événements organisés sur ces questions.

Portrait et activités d'EAPN: La dernière section présente le réseau, son actualité (nouvelles, publications et événements), ainsi que les personnes qui le font vivre. Sans oublier la possibilité de faire un don!

Architecture et moteur de recherche

A première vue, le site peut sembler très dense, plein d'informations disparates. Ne vous y fiez pas: l'architecture du site est telle qu'une même nouvelle peut se retrouver à divers endroits à la fois, ceci pour «coller» au plus prêt à ce que vous recherchez. Par exemple, un communiqué de presse d'EAPN sur l'emploi se retrouvera dans la section 1 (sous «Nouvelles»), la section 3 (sous «Emploi») et la section 4 (sous «Nouvelles»). Si vous cherchez des publications portant sur les Fonds structurels, allez directement à la section 3 (sous «Fonds structurels/Publications»).

Mais l'outil probablement le plus utile est le moteur de recherche. Vous cherchez les numéros de *Nouvelles du Réseau*? Tapez simplement «nouvelles». Un dernier mot: le site est parfaitement bilingue français/anglais, et certaines publications sont disponibles dans d'autres langues (espagnol, italien, allemand...).

V. Forest

EAPN travaille en vue de s'attaquer aux injustices structurelles qui sont responsables de la pauvreté

N°109
Nov.-Déc. 2004

Publié
en Français, Anglais,
Allemand, Espagnol et Italien

Editeur responsable
F. Farrell

Responsable de publication
V. Forest

Rue du Congrès 37-41 bte2
B-1000 Bruxelles
tél. 32 2 230 44 55
fax 32 2 230 97 33

E-mail: team@eapn.skynet.be
Internet: <http://www.eapn.org>

Avec la contribution de
P. Brandellero
C. Champeix
C. Nolmans
C. Fonseca

Bureau de dépôt
1600 Sint Pieters Leeuw 1



Avec le soutien
de la Commission européenne